

on la constate dans tous les pays anglo-saxons, et ce n'est pas trop tôt. Cet esclavage a assez duré. La citation suivante a été tirée des témoignages du sénateur Owen devant un comité spécial du Sénat américain, le 9 juin 1937. Voici ce qu'il y disait:

Il n'y a d'inflation que lorsqu'on a atteint le maximum d'embauchage et de production.

En d'autres mots, il ne peut être question d'inflation tant qu'il y a des chômeurs et des ressources inexploitées. On peut donc voir la vaste différence qui existe entre cette interprétation de l'inflation, et l'explication que l'on en a donnée dans cette Chambre, ou qu'en ont donnée du moins, les ministres.

Je n'ai pas le temps d'invoquer d'autres preuves à l'appui de cette thèse, mais elles ne manquent pas. Je poursuis la citation:

Le cas échéant, on pourrait immédiatement abaisser le volume de l'argent par la vente d'obligations, par la taxe de vente et d'autres impôts, et par le retrait de la circulation de l'argent en excédent.

L'ensemble des témoignages recueillis par le comité est d'un grand intérêt.

A mon sens, il n'existe pas de solution possible en dehors de l'emploi de la technique monétaire. Je ne prétends pas que l'argent constitue une panacée, mais qu'il est impossible d'accomplir quoi que ce soit sans résoudre le problème monétaire. On peut m'objecter que nous nous heurterions à l'obstacle des changes. Eh bien, le change n'est défavorable que si l'on achète plus de marchandises qu'on n'en vend, de sorte que les devises étrangères se trouvent en plus grande demande. On tournera cette difficulté, d'abord en accroissant la production dans tous les domaines; plus nous produisons, par exemple, de miel, de sucre et de houille, moins nous en importons des Etats-Unis. L'état du change s'en ressent. Par conséquent, la besogne qui s'impose d'abord consiste à produire, suffisamment pour les besoins du pays, de toutes les denrées que nous pouvons.

Il faut, ensuite, faire en sorte que les prix soient assez bas pour attirer les acheteurs. On arrive à abaisser les prix, comme le Japon semble l'avoir fait, en se servant du pouvoir de créer le crédit, ainsi que je l'ai déjà expliqué à propos du blé. Si nous établissons le cours du blé à une certaine cote et si nous émettions une monnaie nationale qui permettrait de verser aux producteurs une somme additionnelle, jusqu'où ce procédé nous permettrait-il d'aller? Nous réussirions à implanter notre blé dans tous les marchés du monde. Voilà comment nous éviterions la difficulté inhérente au marché des changes.

M. L'ORATEUR: A l'ordre! Bien qu'il me déplaie d'interrompre l'honorable député, je dois lui signaler qu'il a épuisé son temps de parole.

M. BLACKMORE: Puis-je terminer ma phrase? Monsieur l'Orateur, je vous ai exposé la solution. Là réside une possibilité, en tout cas, un moyen de résoudre le problème.

M. J. S. WOODSWORTH (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, habitant en dehors de la capitale pendant six ou sept mois de l'année, le simple député a peut-être l'avantage de se rendre compte qu'Ottawa n'est pas tout le Canada. Les cérémonies d'ouverture sont loin d'être représentatives de la vie canadienne. L'apparat et les réunions mondaines me paraissent y figurer pour une trop grande part. Je me suis parfois arrêté à la pensée qu'il serait utile que les Chambres se réunissent dans une partie différente du pays chaque année: parmi les bûcherons de la Colombie-Britannique, les cultivateurs des Prairies, les mineurs de l'Ontario septentrional, ou les houilleurs et métallurgistes du Cap-Breton. Ce n'est peut-être pas pratique, mais il me semble que cela contribuerait à donner aux ministres et à la grande masse de fonctionnaires une idée quelque peu différente de ce qu'est véritablement le Canada.

M. FINN: Et les pêcheurs, eux?

M. WOODSWORTH: Je les inclus volontiers. D'ailleurs, je me propose de parler d'eux plus tard. Ici, nous sommes trop portés à prendre nos aises et à nous faire des idées erronées. De fait, je crains que le Canada ne soit en train de devenir mal équilibré. Rentrant à la capitale, je constate qu'on a commencé les travaux de construction d'un nouvel édifice pour la Cour suprême qui, dit-on, va coûter deux millions et demi. La question pourra se discuter lors de l'examen des crédits, mais je n'ai pu m'empêcher d'établir un rapprochement entre cette dépense et une lettre que j'ai reçue dernièrement d'une femme de la Saskatchewan. Ecrite sur des feuilles arrachées d'un cahier de devoirs, seul papier dont cette femme disposait, la lettre dit:

Epouse, mère, ménagère et institutrice à la fois, j'ai assumé, il y aura un an au mois de mars, la direction de l'école locale, moyennant appointements de \$18 en espèces. L'allocation de secours me fut immédiatement supprimée. Notre récolte a été nulle, pas même une tige sur 400 acres de blé. Mon mari a vendu une dizaine de bêtes à cortès qui lui rapportèrent environ \$180. Les secours lui furent alors supprimés ainsi qu'à nos trois enfants. On ne nous fournit ni aliments, ni vêtements, ni combustible.

Je ne cite pas cet exemple isolé comme typique de l'ensemble de l'Ouest. J'affirme cependant que des milliers de personnes, tout aussi bons Canadiens que les membres de cette Chambre, se trouvent dans cette triste situation aujourd'hui.